

Verschiedenes

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Schweizer Archiv für Tierheilkunde SAT : die Fachzeitschrift für Tierärztinnen und Tierärzte = Archives Suisses de Médecine Vétérinaire ASMV : la revue professionnelle des vétérinaires**

Band (Jahr): **101 (1959)**

Heft 12

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Zwischen den mit Verarbeitungsmilch und den mit Bestandesmilch erhobenen Befunden bestand weitgehende Übereinstimmung.

Bei der Beurteilung, wie viele Mastitiden durch *Sc. agalactiae*-Infektionen bedingt sind, muß die Auswahl des Untersuchungsmateriales mitberücksichtigt werden: In einem Laboratorium, in dem vor allem Proben von Mastitiden, die Behandlungsschwierigkeiten bereiten, untersucht werden, ist der Prozentsatz an Gelb-Galt-Infektionen bedeutend kleiner als in einer Untersuchungsstelle, in der alle anfallende Milch auf Anwesenheit von *Sc. agalactiae* untersucht wird. *R. Schweizer, St. Gallen*

VERSCHIEDENES

Assurance vieillesse et survivants des médecins suisses

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du dimanche 24 mai 1959, 11 heures, à l'Hôtel Glarnerhof à Glaris

Président: Dr W. Biber; procès-verbal: M. Küffer

Le président constate que l'assemblée générale a été convoquée en bonne et due forme. L'invitation, accompagnée du bilan, du compte profits et pertes pour 1958/59 et du rapport de la Commission de vérification, a été adressée à tous les membres sous pli fermé.

Ni amendements, ni objections n'ont été formulés par les sociétaires.

Avant d'ouvrir les délibérations, le président confirme que les décisions prises par l'assemblée générale du 6 juillet 1958, à Berne, ont été publiées dans le « Bulletin des médecins suisses », nos 35 et 36 des 29 août et 5 septembre 1958, dans le « Bulletin professionnel de la SSO », n° 10 d'octobre 1958, et dans les « Archives de l'art vétérinaire », n° 12 de décembre 1958 et n° 1 de janvier 1959.

Puis il fait part des décès survenus durant l'exercice 1958/59, et l'assemblée se lève pour honorer la mémoire des défunts.

Délibérations:

1. Rapport annuel, comptes annuels pour 1958/59 et rapport de la Commission de vérification

Conformément aux prescriptions légales (art. 856 CO) et à l'article 22 des statuts, ces documents ont été déposés au siège de la société, chez Me W. Kubli, Dr en droit, à Glaris, dix jours avant l'assemblée générale.

L'exemplaire original des comptes et les listes des titres et valeurs sont placés sur la table du Conseil d'administration, à la disposition des intéressés.

Le président exprime tout d'abord sa satisfaction quant au résultat de l'exercice et renseigne l'assemblée générale sur l'activité des divers organes. Il oriente sur les divers postes du bilan ainsi que sur la situation modifiée du marché monétaire et des valeurs. Le Dr Biber parle ensuite des *prestations de la société*, dont les principales sont:

- les parts d'excédent, qui sont bonifiées aux membres;
- les indemnités de décès (capital, plus indemnités supplémentaires de veuve et d'orphelins);
- la rente viagère;
- l'indemnité en capital (rachat de la rente).

Les parts d'excédent sont fixées chaque année par l'assemblée générale. Elles dépendent du taux d'intérêt des placements. Les sociétaires affiliés depuis 1926 et qui ont versé annuellement une prime de 1000 francs possèdent, après paiement de 33 primes, un capital de 55 365 fr. A l'expiration de l'assurance, soit après 35 primes, leur capital atteindra en chiffre rond 60 000 francs. Les parts d'excédent, qui s'élèvent à ce jour à 22 365 fr. et passeront à environ 25 000 francs jusqu'à la fin de l'assurance (31 mars 1961) s'établissent donc en moyenne à 3% net.

L'indemnité en cas de décès. Si un sociétaire meurt avant que son capital ait été converti en une rente, les survivants reçoivent l'indemnité de décès, qui se compose du capital du sociétaire et des indemnités supplémentaires de veuve et orphelins. Les survivants ne touchent pas seulement le capital, soit les primes versées par le membre et les parts d'excédent, mais encore une indemnité supplémentaire, calculée d'après une formule (art. 12 à 14 des conditions d'assurance). Le montant de la prime annuelle et le nombre des années d'affiliation jouent un rôle lors du calcul de cette indemnité supplémentaire.

La rente viagère. Nous soulignons une fois de plus que les taux de rente sont restés inchangés depuis la fondation de notre société; il s'agit là d'une prestation qui n'a pas sa pareille.

Si le membre demande à toucher sa rente dès l'âge de 65 ans, elle se monte annuellement à 10% du capital converti. La rente, dont le montant reste invariable, est servie au sociétaire jusqu'à sa mort. En cas de décès avant que le capital soit épuisé, le solde est remboursé aux survivants (capital converti, sous déduction des rentes déjà servies).

Si l'on reprend l'exemple ci-dessus: Un membre affilié à notre société depuis 1926 et qui a versé une prime annuelle de 1000 francs possèdera le 31 mars 1961 un capital d'environ 60 000 francs; sa rente annuelle sera donc de 6000 francs.

L'indemnité en capital (rachat de la rente). Si un sociétaire préfère toucher une indemnité en capital plutôt qu'une rente, son capital lui est remboursé (soit: les primes versées et les parts d'excédent qui sont venues s'y ajouter annuellement).

Nous avons bonifié jusqu'au 31 mars 1959 des parts d'excédent s'élevant en tout à 7 959 017 francs.

Jusqu'à la même date ont en outre été payées aux survivants des 479 sociétaires décédés, des indemnités supplémentaires de veuve et d'orphelins d'un total de 669 381 francs.

En décembre 1958 nous avons publié un numéro spécial du « Bulletin des médecins suisses » consacré à l'Assurance vieillesse et survivants des médecins suisse et comprenant les chapitres suivants:

Fondation et but
Possibilités d'adhésion
Différences essentielles entre les catégories A, B et C
Prestations principales de la société
Extrait des statuts et des conditions d'assurance
Informations régulières aux sociétaires
Questions fiscales
Organes de la société
Rétrospective
Renseignements

Les membres qui ne possèdent plus ce numéro spécial 49/1958 peuvent le demander au Secrétariat général des médecins suisses, 9, Sonnenbergstrasse, Berne.

A la suite des communications du président, M. le professeur Jules Chuard, Lausanne, donne lecture du rapport de la Commission de vérification et recommande à l'assemblée de donner décharge aux divers organes. M. le professeur Jules Chuard renseigne ensuite sur la situation actuarielle de la société.

Après quoi l'assemblée générale approuve à l'unanimité le rapport et les comptes annuels pour 1958/59.

2. Décharge aux organes

Décharge est donnée au Comité de direction, au Conseil d'administration et au Comité de surveillance pour leur gestion pendant l'année 1958/59; les membres de ces organes s'abstiennent du vote.

3. Décision pour la répartition du bénéfice d'exploitation 1958/59

L'assemblée générale décide à l'unanimité de répartir le bénéfice d'exploitation conformément aux propositions du Conseil d'administration et du Comité de surveillance, soit:

a) Dotation à la réserve pour pertes sur intérêts et placements	Fr.	30 000.—
b) Dotation au fonds de secours	Fr.	3 019.89
		<u>Fr. 33 019.89</u>

Compte tenu de ces dotations, les réserves de la société se montent à:

Réserves techniques:

Réserve pour assurance rentes de vieillesse	Fr.	3 200 000.—
Réserve pour risques en cas de décès	Fr.	100 000.—
Réserve pour rentes de vieillesse supplémentaires	Fr.	300 000.—

Autres réserves:

Réserve pour pertes sur intérêts et placements	Fr.	730 000.—
Réserve générale	Fr.	50 000.—
Réserve pour rentes ultérieures de veuve et orphelins	Fr.	32 000.—
Fonds de secours	Fr.	39 601.54
		<u>Fr. 4 451 601.54</u>

4. Parts d'excédent pour l'exercice 1959/60

Aux termes de l'article 10 des conditions d'assurance, les parts d'excédent sont fixées chaque année par l'assemblée générale.

Pour l'année 1958/59, le total des parts d'excédent portées aux comptes des sociétaires a été de 605 476 fr. 35. Sur la proposition du Conseil d'administration et du Comité de surveillance, l'assemblée générale décide de fixer à 3% net le taux des parts d'excédent à bonifier aux sociétaires pour l'année 1959/60.

5. Election de la Commission de vérification pour l'année 1959/60

Sont confirmés dans leurs fonctions:

Professeur Jules Chuard, Lausanne
La Fiduciaire générale SA, Zurich

6. Propositions individuelles

Aucune.

Au nom de la Société médicale de Glaris, le Dr Büchi, Mollis, remercie vivement les organes dirigeants de la société et surtout le Dr Biber pour le gros travail fourni dans l'intérêt du corps médical suisse.

L'assemblée générale est informée en outre que le Comité de direction comprend:

Dr W. Biber, Zurich, président
Dr R.-J. Blangey, Zurich, vice-président
Dr W. Huber, Berne

La société est engagée par la signature collective de deux membres du Comité de direction.

Fonctionne comme secrétaire: Me H. Egli, Berne, et la gestion est confiée à Mlle M. Küffer.

Les renseignements relatifs à l'Assurance vieillesse et survivants privée des médecins suisses sont du ressort exclusif du Secrétariat général des institutions du corps médical suisse à Berne, téléphone (031) 2 85 28.

Gesellschaft Zentralschweizerischer Tierärzte

Bericht über die Generalversammlung 1959

Am 29. Oktober 1959 versammelte sich die Gesellschaft Zentralschweizerischer Tierärzte unter dem Vorsitz ihres Präsidenten, Dr. F. Knüsel, Luzern, im Hotel Union in Luzern zu ihrer Generalversammlung. Der Jahresbericht stellte fest, daß außer den wissenschaftlichen Themen eine Reihe von wirtschaftlichen Standesfragen behandelt worden sind; in chronologischer Reihenfolge seien erwähnt:

Vortrag von Dr. F. Walz, St. Gallen: Wirtschaftliche Fragen des Tierärztestandes. Demonstration der Pansensaftübertragung und verschiedener neuerer Instrumente durch die Firma A. Eisenhut, Basel.

Buchhaltungskurs durch Dr. F. Walz; Referate über Betriebsrechnung und Steuerfragen durch den gleichen Referenten.

Demonstration des Kaiserschnittes in der linken Flanke durch Dr. R. Huser, Bero-münster.

Vortrag über Sklerotherapie mit dem Präparat «Dondren» durch Dr. Hermann, Ludwigshafen.

Gesellschaftliche Veranstaltung mit Diner dansant in Hergiswil a. S.

Vortrag von Prof. Dr. K. Ammann, Zürich, über die neueren Betäubungsverfahren. Demonstration der Enthornung beim Rind und Referat über die technischen Belange durch Dr. F. Röllli, Schönenwerd SO.

Orientierung über den Antrag des Vereins Solothurnischer Tierärzte an den Vorstand der GST zuhanden der Generalversammlung 1959 betreffend die Neuordnung der staatlichen Entschädigung der Tierärzte in der Tuberkulose- und Bangbekämpfung.

Der Antrag des Vereins Solothurnischer Tierärzte fand einstimmige Unterstützung.

Vortrag von Prof. Dr. G. Rosenberger, Hannover, über die Stoffwechselkrankheiten des Rindes in der Hochlaktation.

Zwei Filme von Prof. Rosenberger: Klauenamputation beim Rind; Darmresektion beim Rind.

Im abgeschlossenen Vereinsjahr wurde ein neuer Gebührentarif genehmigt.

Zum nachfolgenden Referat überleitend, wies der Vorsitzende darauf hin, daß sich die Kontaktnahme mit andern freien akademischen Berufen im abgeschlossenen Jahr geradezu aufgedrängt habe. Die Verteidigung der Standesinteressen müsse durch Vergleichen, Studieren und engeren Schulterschuß angestrebt werden.

Im zweiten Teil nahmen die Versammelten ein in seiner aufschlußreichen Art einmaliges Referat von Herrn lic. iur. Ulrich Naef, Adjunkt im Generalsekretariat

der Schweizerischen Ärzteorganisation, Bern, entgegen: «*Der Schutz der wirtschaftlichen Interessen (des Arztes) durch die Ärzteorganisation.*» Nach einem Rückblick auf die Entwicklung der Schweizerischen Ärzteorganisation schilderte der Referent die heutigen repräsentativen Einrichtungen. Als Dachorganisation figuriert die «*Verbindung der Schweizer Ärzte*» (entsprechend unserer GST) mit Zentralvorstand, Delegiertenkonferenz, Generalversammlung usw. und einem wöchentlichen Publikationsorgan «*Ärztezeitung*» für wirtschaftliche Fragen. Als besondere Abteilungen erwähnte der Referent das Ärztesyndikat für die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen, die Alters- und Hinterbliebenenversicherung der Schweizer Ärzte und verschiedene Unterabteilungen. Bekanntlich sind das Ärztesyndikat, die Alters- und Hinterbliebenenversicherung und die Ausgleichskasse auch den Mitgliedern der GST zugänglich. Die Leitung ist weitgehend im Generalsekretariat der Schweizerischen Ärzteorganisation zusammengefaßt, das über 20 Arbeitskräfte beschäftigt. Der Schutz der wirtschaftlichen Interessen des einzelnen Arztes kommt nicht nur in den gebotenen sichtbaren und rechnerisch erfaßbaren Vorteilen zum Ausdruck, nicht weniger bedeutsam ist die fortlaufende Prüfung der Entwürfe und Pläne für den Erlaß neuer und die Revision bestehender Gesetze und Verordnungen, soweit sie die Belange der freien Berufe und insbesondere der Ärzte berühren. Diese Kontrolle haben sich der Zentralvorstand und das Generalsekretariat zur Pflicht gemacht. Die laufende Orientierung und Dokumentation durch die beiden Stellen bedeutet für die kantonalen Ärztegesellschaften Anregung im Sinne einer Sensibilisierung und die Grundlagen, in ihrem Rahmen dasselbe zu tun. Jederzeit hält sich das Generalsekretariat auch kantonalen Gesellschaften und Einzelmitgliedern zur Rechtsberatung zur Verfügung, von Fall zu Fall auch für Rechtsgutachten in Meinungsverschiedenheiten mit Behörden, Versicherungsgesellschaften und Krankenkassen.

Vermehrt bemüht sich die Ärzteorganisation in letzter Zeit über die Presse, das Radio und das Fernsehen um den Kontakt mit dem breiten Publikum, in der Ansicht, dadurch das Verständnis für die Anliegen der Ärzteschaft und gleichzeitig der freien Berufe in der heutigen Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung zu erweitern. In diesem Zusammenhang betonte der Referent zum Schluß die Schicksalsgemeinschaft der Angehörigen der freien Berufe und vornehmlich der Medizinalberufe.

Verständlicherweise brachten diese Schilderungen die Gemüter der Zuhörer, die stillschweigend ihre Vergleiche mit den Tragödien der tierärztlichen Postulate angestellt hatten, in merkliche Wallung, was in temperamentvoller Diskussion zum Ausdruck kam.

Zur Kontaktnahme unter den freien akademischen Berufen hatte an den Verhandlungen auch der Präsident des Luzerner Anwaltsverbandes teilgenommen.

F. Knüsel, Luzern

PERSONELLES

† Dr. Walter Lehmann, Kreistierarzt, Worb

Die große Kirche zu Worb vermochte am 28. Oktober 1959 die vielen Verwandten, Bekannten, Kollegen und Freunde kaum zu fassen, die von Dr. Walter Lehmann Abschied nahmen. Der regentrübe Tag stand in wehem Kontrast zum vorangegangenen farbensprühenden Sonntag, an welchem ein Herzschlag den lebensfrohen Mann dahinflaß. Noch einmal war er mit seiner Familie an diesem sonnigen Sonntag ausgezogen, um die Reize der Landschaft zu genießen, in der er zu Anfang der zweiten Grenzbeset-